

cerises

la coopérative

Le monde aux bords de Gaza

Humeur de Cerises

Lors du match Nantes-Rennes le 1^{er} octobre, un groupe d'ultras Rennais se sont fait remarquer : banderole contre un jeune attaquant nantais, chants homophobes et agression sexuelle dont les accusés une spectatrice. Le foot n'adoucît pas les mœurs...

« Si je devais choisir entre Le Pen et Mélenchon, je choisirais Marine Le Pen », Amine El Khatmi, président du « Printemps Républicain » donne là un choix pas très de gauche... pour une organisation qui s'en proclame.

Dans les Andes colombiennes, le peuple yupka vient de gagner une reconnaissance de son territoire. Une avancée qui doit beaucoup à Esneda Saavedra Restrepo, une jeune qui tient tête aux trafiquants et aux trusts miniers.

Agenda militant

30 novembre

Espace Reuilly à Paris



Etats généraux de la presse indépendante

4 novembre

La Flèche d'or
Attac fête ses 25 ans



Nakba (déportation de 800 000 palestiniens entre 1947 et 1949), la guerre des 6 jours (juin 1967), invasion du Liban par Tsahal en juin 1982, 7 octobre 2023 (attaque terroriste du Hamas) : toutes ces dates ne marquent-elles pas ces crimes de guerre qui ensanglantent et sèment l'horreur au Proche-Orient depuis 75 ans maintenant ?

Ne jouons pas sur les mo(r)ts. Il y a guerre, il y a des crimes de guerre : qu'il s'agisse des

actes terroristes commis par le Hamas ou de l'enfer mené par Israël à Gaza comme des pogroms de colons contre des villages de Palestine...

Prenons la mesure du drame horrible qui se joue ! L'état d'Israël, état colonial, est aussi un produit des puissances impérialistes, notamment l'Angleterre soucieuse de déstabiliser le nationalisme arabe naissant, de s'offrir un contrôle sur les réserves de pétrole. D'aucuns comme en Afghanistan auront joué aux apprentis sorciers. Quitte à embrumer une géopolitique empêtrée dans des conflits régionaux sur fond de crises aggravées du capitalisme mondialisé. Tant pis pour l'Arménie ou la corne de l'Afrique. La communauté internationale pourrait jouer un rôle déterminant alors que le conflit s'enlise.

L'attitude de Biden témoigne de pressions multiples. Alors on ferme les yeux sur les crimes d'Israël et on instrumentalise le conflit : l'Occident contre la barbarie islamiste. Plus que tout autre le conflit entre Israël et la Palestine a une dimension mondiale. Et pas seulement parce que des habitant.e.s des quartiers populaires et autres discriminé.e.s défilent en clamant « Nous sommes tous palestiniens ! », keffieh en guise de foulards...

Quant à l'accès à l'eau, ce ne saurait être une donnée sous-estimée : occuper le Nord de Gaza élargirait l'accès d'Israël à la mer en le réduisant pour la Palestine ; ne parlons pas de la mer Morte. Le contrôle - ancien et trop tabou - de l'eau par Israël dans les territoires occupés et en Cisjordanie aggrave l'apartheid.

Qui peut croire qu'un tel volcan pourrait se résoudre par la force ? Au mépris de l'égalité des droits ? Il ne peut y avoir militairement ni vainqueur, ni vaincu au Proche-Orient. Un cessez-le-feu général est urgent, la mobilisation des peuples et de la communauté internationale doit l'imposer. Certain.e.s pensent que les accords d'Oslo sont caducs, comme la solution à deux États. Il appartient aux peuples concernés et à une négociation véritable de le déterminer. D'évidence tout le monde n'a qu'une issue : l'établissement durable, juste et garanti d'une paix négociée avec toutes les parties. Palestine-Israël : le monde vacille aux bords de Gaza.

● **Patrick Vassallo**

PALESTINE

EN TOILE DE FOND. L'APARTHEID



©Phototèque mouvement social

Crimes de guerre contre crimes de guerre : l'affrontement entre Israéliens et Palestiniens atteint un degré inédit de haine. Seuls s'en disent « surpris » ceux qui ignorent 75 ans de conflit qui ont débouché sur un régime d'apartheid.

Coup sur coup, en un an, trois grandes organisations de défense des droits humains ont caractérisé le régime israélien comme une forme d'apartheid : Betsalem, Human Rights Watch et Amnesty International. Leurs rapports invoquent, au-delà de l'expérience sud-africaine, la Convention internationale sur le crime d'apartheid de 1973 et le Statut de la Cour pénale internationale (CPI) de 1998, qui l'ont défini et classé dans les crimes contre l'humanité.

Cette caractérisation a suscité une levée de boucliers. À croire que toute critique de la politique de Benyamin Netanyahu serait anti-juive, de celle de Poutine antirusse, de celle de Xi Jinping antichinoise et celle de Macron... antifrançaise !

Or la Knesset elle-même a gravé l'apartheid dans le marbre constitutionnel. La loi fondamentale du 19 juillet 2018 définit Israël, non plus comme « État juif et démocratique », mais comme « État-nation du peuple juif ». Son article 1 stipule : « Seul le peuple juif a droit à l'autodétermination nationale en Israël. » Et son article 4 réserve au seul hébreu le statut de « langue d'État » que l'arabe partageait avec lui jusque-là. Voilà qui bafoue la promesse de la Déclaration d'Indépendance du

14 mai 1948 : le nouvel État « assurera une complète égalité de droits sociaux et politiques à tous ses citoyens, sans distinction de croyance, de race ou de sexe ».

Les plus sérieux des opposants à la qualification d'apartheid admettent que celui-ci domine en Cisjordanie, voire à Jérusalem-Est, mais nient qu'il en aille de même en Israël même. Certes, les citoyens palestiniens peuvent s'organiser en partis politiques, voter et être élus. Si le « régime militaire » imposé aux « Arabes israéliens » a été aboli en 1966, demeure un ensemble de discriminations légales ou réglementaires analysées dans les rapports des trois ONG. Prenons l'une des plus significatives : la violation structurelle de leur droit à la terre :

- Premier obstacle : la loi sur les propriétés des « absents ». Elle a permis à Israël de confisquer les terres (et les biens) de tous les Palestiniens qui n'étaient pas chez eux à sa naissance ;
- Second obstacle : la loi fondamentale sur « Les Terres d'Israël » (1960) qui stipule : « La propriété des terres d'Israël, qu'il s'agisse des terres de l'État, de l'Autorité de développement ou du Fonds national juif, ne pourra pas être transférée par la vente ou de toute autre manière » ;
- Troisième obstacle : l'officialisation des « comités d'admission » (2011) chargés, dans les communautés juives, de décider si une personne désirant s'y installer est « convenable » (*sic*) : devinez qui ne l'est pas...

Bilan : les Juifs, à la veille du plan de partage de 1947, avaient acquis moins de 7 % des terres de la Palestine sous mandat britannique ; aujourd'hui, les Palestiniens ne détiennent que 3 % des terres d'Israël.

Nous nous trouvons donc bien dans la situation décrite par le droit international, qui définit l'apartheid par « des actes inhumains [...] commis dans le cadre d'un régime institutionnalisé d'oppression systématique et de domination d'un groupe racial sur tout autre groupe racial ou tous autres groupes raciaux et dans l'intention de maintenir ce régime. » Si l'expression « groupe racial » n'est pas appropriée pour qualifier les Juifs israéliens et *a fortiori* les juifs en général, on mesure néanmoins là l'oppression que subissent les Palestiniens depuis 1948.

● PAR DOMINIQUE VIDAL
Journaliste et historien

OCTOBRE BLANC



©Phototèque mouvement social

Le 7 octobre, un acte relevant du crime contre l'humanité, c'est-à-dire un crime de guerre en temps de paix, a été commis par le Hamas. Ce fait, mal pris en compte, mal désigné par LFI et le NPA - une faute manifeste - a été saisi par la puissance de l'État français et projeté sur la scène politique nationale.

Dès lors, l'ennemi intérieur désigné comme tel - LFI et le NPA - est dénoncé, traîné en justice, assimilé au terrorisme, par un bloc constitué pour ce faire. Ce bloc va du ministère de l'Intérieur à l'extrême droite, soudain blanchie de son antisémitisme omniprésent et de son racisme fondamental.

Un seul mot est homologué par les autorités présidentielles, « *terrorisme* », et s'il n'est pas prononcé à l'endroit du seul Hamas, alors l'inquisition fait son œuvre. Lynchage médiatique, anathème, dénonciation permanente, campagne de dénigrement. Il s'agit de reléguer cette gauche assimilée au Hamas pour faire entrer les droites et extrêmes droites dans le nouveau rassemblement présidentiel.

L'autre fonction de l'opération relève de la défense de l'Occident chrétien contre les Slaves à l'Est et les Barbares à l'Orient – à l'instar de Saint Louis. « Nos valeurs » occidentales, notre mode de vie hautement civilisé sont compromis. Donc ? Il serait temps, selon l'Intérieur, ministère dominant du second quinquennat, de serrer la vis aux migrants, aux immigrés, de fraîche date ou plus anciens.

Le 13 octobre, l'insoutenable crime - l'assassinat du Pr Dominique Bernard après celui du Pr Samuel Paty – est transformé en matière incandescente pour une vaste opération.

Jean-Michel Blanquer (BFMTV et Figaro Vox), Éric Zemmour (BFMTV), Alain Finkielkraut (BFMTV et CNews), Nadine Morano (CNews), Jordan Bardella (France Inter), Manuels Valls (France Info, Le Parisien, Le Point, Le JDD)...

Pendant des jours, l'orchestre de l'octobre blanc réagit sur les plateaux de télévision, de radio et dans les colonnes des journaux, pour pointer les « *complicités, même intellectuelles* » avec le terrorisme.

La droite et l'extrême droite se livrent à une surenchère encouragée.

Le ministre Darmanin s'est publiquement félicité de contrevenir aux règles européennes –celles de la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH). Il s'est saisi du drame de vendredi pour relancer ses mesures sur l'immigration et donner un blanc-seing à tous ceux qui, au sein de l'opposition, réclamaient un durcissement du projet de loi qui sera débattu au Sénat, début novembre.

Règne une atmosphère d'état d'urgence rampant qui, au passage, écrase toutes les questions sociales, pourtant brûlantes.

● JEAN GERSIN

DES MILITANTS JUIFS ANTI-GUERRE OCCUPENT LE CONGRÈS AMÉRICAIN

Quelques 500 personnes ont été arrêtées lors d'un sit-in au Congrès américain à Washington DC, le 18 octobre. Elles protestaient contre «l'oppression permanente de la Palestine par Israël», selon Jewish Voice for Peace (Voix juive pour la paix) qui a organisé la manifestation. Les manifestants, dont beaucoup portaient des chemises arborant les mots «Pas en notre nom», ont été encerclés par la police alors qu'ils étaient assis par terre dans le hall du bâtiment du Congrès, déployant une grande banderole indiquant «Cessez-le-feu». Lors du rassemblement, un manifestant juif affirmant que ses grands-parents avaient survécu à l'Holocauste a déclaré qu'il honorait l'histoire de sa famille en descendant dans la rue. «Je considère que mon travail consiste à perpétuer leur héritage en tant que Juif qui considère que mon rôle consiste à défendre les apatrides et les opprimés partout dans le monde» a ajouté le manifestant Sam Thorpe. «Je ne vois pas de meilleur moyen d'y parvenir que de lutter aujourd'hui pour un cessez-le-feu et la paix à Gaza». Le chef de la police a menacé d'envoyer des manifestants anti-guerre à Gaza «dans des bus».

«Nous avons occupé le Congrès pour attirer l'attention du grand public sur la complicité des États-Unis dans l'oppression permanente des Palestiniens par Israël» a souligné l'organisation juive progressiste.

● PATRICK LE TRÉHONDAT



©Jewish for peace

ÉTATS-UNIS : VICTOIRE OUVRIÈRE

Il est compliqué pour un parti électoraliste de voir une partie de ses électeurs se transformer en acteur social. C'est à ce problème qu'est confronté le parti Démocrate avec la grève dans l'automobile lancée par le syndicat UAW (United Auto Workers). Trump n'a pas ce problème puisque le secrétaire de ce syndicat, Shawn Fain, a déclaré : « Je ne vois pas l'intérêt de le rencontrer... car il sert la classe des milliardaires ». Exit donc, pour le démagogue



populiste. Pour autant, même en ayant des doutes sur la politique ouvrière de Biden, celui-ci a été accueilli sur un piquet de grève où il a pu s'exprimer, casquette du syndicat vissée sur la tête, face aux ouvriers avec un mégaphone à la main. Contrairement à ses traditions pro-démocrates, l'UAW n'a pas encore apporté son soutien au candidat dans la course à la présidence de 2024. Il est vrai que ce puissant syndicat a connu il y a quelques années une véritable révolution interne lorsque les syndicalistes de base ont obtenu plus de démocratie interne et ont élu une direction plus combative. Les profits des trois entreprises automobiles, General Motors, Ford et Stellantis, se sont envolés de 4,8 milliards en 2020 à 37,20 milliards de dollars en 2022. De quoi déclencher une colère sociale. La grève, qui a touché au départ plus de 25 000 travailleurs dans les trois « Big » (sur 140 000 salariés), et s'est étendue jour après jour. Sous la pression de la mobilisation montante, les trois dominos sont tombés les uns après les autres. L'UAW a conclu des accords avec chacun des trois grands constructeurs automobiles. « Les nouvelles conventions collectives constituent un revirement radical après des décennies de concessions » selon la revue de la gauche syndicale américaine *Labor Notes*. Un accord qui doit être ratifié par les 146 000 membres de l'UAW des trois constructeurs automobiles. Il prévoit notamment des augmentations de salaire de 25% sur quatre ans et demi, dont 11 % immédiatement. Les travailleurs temporaires ayant plus de 90 jours de travail bénéficieront de la nouvelle convention collective. Les futurs intérimaires deviendront des employés sous contrat après neuf mois d'activités. Le prochain domino qui pourrait tomber est le groupe privé d'hôpitaux Kaiser Permanent (9 millions de patients). 75 000 personnels soignants sont entrés en lutte, avec des grèves perlées. Grève conduite par une coalition d'une dizaine de syndicats. Parmi les raisons invoquées par les travailleurs de Kaiser pour faire grève figurent le manque de personnel et les bas salaires. Un accord provisoire a été conclu à la suite de l'annonce d'une nouvelle vague de grève. Il prévoit notamment une augmentation des salaires de 21 % sur les 4 prochaines années. Là encore les travailleurs doivent le ratifier. Le 1^{er} novembre, 4 500 membres du syndicat enseignant Portland Association of Teachers se sont mis en grève. Ils et elles réclament plus de soutien aux élèves en difficulté, des classes moins nombreuses, ainsi qu'une augmentation des salaires. La victoire des travailleurs de l'automobile a ouvert un nouveau chapitre de la revitalisation du mouvement ouvrier américain, engagée depuis plusieurs années, et de la lutte des classes aux États-Unis.

3 novembre 2023

● PATRICK LE TRÉHONDAT

POLOGNE : BARRAGE À LA DROITE



Les femmes polonaises sont soulagées. Les Ukrainiens aussi et nous avec. La défaite du parti réactionnaire PIS, au pouvoir depuis 2015 lors des élections législatives, bien qu'arrivé en tête en nombre de voix, est une bonne nouvelle. Le taux de participation a atteint un niveau historique avec 74,25 %. Le vote des femmes a été déterminant dans cette chute. Une coalition de trois partis d'opposition centristes pro-européens (la Coalition civique de Donald Tusk, les chrétiens-démocrates de la Troisième voie et une formation de centre gauche) va pouvoir former une majorité pour accéder au pouvoir. Il est probable que cette nouvelle majorité annulera les réformes les plus anti-démocratiques commises par le PIS et la question du droit à l'avortement sera un des premiers tests de sa réelle volonté réformatrice.

Lors de la campagne électorale, le PIS, sous la pression de la Confédération d'extrême droite (anti-ukrainien, 6,4 %) avait développé de violentes diatribes contre l'Ukraine, exploitant un rejet anti-immigrés (plus d'un million de réfugiés ukrainiens a été accueilli par la Pologne depuis le 24 février 2022) et un conflit commercial sur le blé ukrainien. Le PIS avait même annoncé ne pas vouloir honorer les contrats de livraison d'armes à l'Ukraine. Un tournant particulièrement inquiétant, car le PIS conserve encore des positions clés au Tribunal constitutionnel, à la Banque centrale ou même à la télévision publique, ce qui annonce de violents affrontements politiques : et on peut s'inquiéter que la coalition centriste au pouvoir n'ait pas la force - ou la volonté - d'y faire face.

Saluons enfin le résultat du parti Razem (gauche radicale démocratique) à 9%. **Coup d'arrêt à la droite, mais pas pour autant marche en avant. Tout dépendra des mobilisations sociales.**

● PATRICK LE TRÉHONDAT

E. MUSK, LE NOUVEAU DR FOLAMOUR ?

Depuis qu'Elon Musk a pris le contrôle de Twitter (rebaptisé X), la haine et la désinformation prolifèrent sur la plateforme. Les comptes d'extrême-droite fermés par les modérateurs ont été réouverts. La commission européenne menace de la sanctionner pour publication de fausses informations et images liées au conflit en Israël. Le patron de Twitter y exprime sans complexe son idéologie d'extrême droite en critiquant le soutien de l'Allemagne à des ONG secourant des migrants et en souhaitant que le parti allemand d'extrême droite, AfD, remporte les élections.

Les gouvernements sont devenus dépendants du pouvoir de ce milliardaire qui contrôle à la fois une plateforme de discours public (Twitter) et un moyen de communication par satellite d'importance planétaire : Elon Musk aurait fait éteindre l'an dernier son réseau de communication par satellite Starlink au large de la Crimée pour empêcher une attaque ukrainienne contre la flotte russe !

A l'instar des grands patrons de la Silicon Valley, E Musk est un adepte du transhumanisme dont l'objectif est de « fusionner l'être humain et la machine » et de rendre obsolète l'humain « naturel », comme n'étant plus adapté aux réalités d'aujourd'hui. On tremble quand on sait que les autorités de santé américaines viennent d'accorder à sa filiale Neuralink l'autorisation de tester ses implants connectés dans des cerveaux humains !

● JOSIANE ZARKA



Inflation, le casse du siècle ?

Depuis maintenant plus d'un an l'inflation est de retour avec son cortège de difficultés pour la grande majorité des personnes. Les explications auparavant mises en avant s'avèrent inopérantes, les économistes libéraux constatant l'impasse de la pensée économique dominante pour en expliquer les causes !

Mais existent des analyses qui désignent le système capitaliste comme responsable, des luttes et des résistances pour combattre ses conséquences, des propositions pour s'en débarrasser. Les contributions qui constituent le dossier que *Cerises* a souhaité consacrer à l'inflation en soulignent les conséquences et ses effets inégalitaires sur les catégories les plus exploitées et dominées.

Avec ce premier sens : examiner, discuter de ce qui provoque l'inflation n'est-ce pas déjà commencer à dégager des pistes alternatives ?

Quand l'inflation ne sert qu'une poignée de prédateurs

Contrairement aux prétextes avancés dans les années 70, il est difficile de mettre en cause les salaires ; même la BCE considère que la cause est dans les marges des grandes entreprises. Il faut s'attaquer immédiatement au cœur du problème.

Il s'agit d'un redéploiement du capital. Il s'éloigne du travail, se réfugie vers la spéculation, les emplois de moindre qualification, l'exploitation de pays qui n'ont pas les acquis des luttes des siècles passés, ce qui entraîne une crise de la productivité. Le capital se rattrape sur les prix de l'alimentation des produits vitaux pour la société, investit les biens et services publics indispensables à la vie des populations. L'écrasement de la demande est un fait.

Il pousse à l'accroissement de concentrations financières à un niveau jamais atteint, les multinationales disposant de pouvoirs qu'elles imposent aux États. Une concentration qui se fait aussi au détriment des entreprises plus faibles.

Les crises successives du capitalisme, de plus en plus systémiques depuis la fin du 20^{ème} siècle, la crise écologique, sont la démonstration de son incapacité à répondre aux enjeux auxquels est confrontée l'humanité. Elles font apparaître les contradictions issues de la domination des tenants du marché, de la libre concurrence et du néolibéralisme.

Mais il ne suffit pas de dénoncer. Le temps des solutions alternatives est arrivé. Elles ne peuvent venir que forgées par les mouvements populaires.

Ainsi si les premiers textes font plutôt un historique de ce qu'est l'inflation, nous allons vite aller vers une dénonciation du système. Car ce que nous enseigne l'histoire, c'est que si l'inflation se traduit toujours par l'augmentation des prix, elle n'est pas le symptôme des mêmes facteurs, traduisant des crises successives dont les causes ne sont pas identiques.

Tous s'accordent sur la version actuelle de l'inflation : la manière dont elle est provoquée par un nécessaire réaménagement de ce dit système. Elle est aujourd'hui inhérente à l'adaptation, ou plutôt à l'inadaptation, de la société et du monde à la poursuite de la reproduction du capital alors que son divorce avec la reconnaissance du travail humain et de sa qualification, avec l'exigence de démocratie et celle de préservation de la nature n'aura jamais été si profond. Avec les conséquences sociales et idéologiques qui l'accompagnent et visent à briser la cohésion du monde des exploités/es et dominés/es.

De là à prôner à s'en prendre à la racine du mal, il n'y a qu'un pas qui est d'emblée franchi. Non pas comme un vœu abstrait mais bien comme objectif d'intervention populaire situé au prolongement des enjeux immédiats. De là s'enchaînera le moment d'aborder avec plus de précisions des pistes de mesures alternatives à explorer. Là encore non pas de manière abstraite et lointaine, nous verrons que dès à présent il est possible de dégager des comportements qui s'opposent aux conséquences de cette politique génératrice d'inflation ouvrent de véritables perspectives transformatrices.

● La rédaction

Brève histoire de l'inflation

L'inflation est la hausse générale et durable des prix. Dès l'antiquité, on trouve des chroniques mentionnant l'augmentation des prix des denrées alimentaires. Les hausses importantes des prix ont parfois eu des conséquences politiques violentes qui ont engendré révoltes, émeutes, révolution.

Les économistes expliquent que plusieurs causes peuvent provoquer la hausse des prix : un écart important entre l'offre et la demande, mais aussi la confiance que les acteurs économiques ont dans la monnaie. Ainsi pendant une très longue période, la monnaie en circulation était faite avec des métaux précieux. Ces pièces de monnaie reposaient sur la confiance des citoyens en l'autorité politique qui l'émettait (monnaie fiduciaire). D'où les marques imprimées sur les pièces avec le plus souvent au départ les têtes des empereurs, des rois... La remise en cause des pièces venant d'un empire pouvait alors être perçue comme la remise en cause de la légitimité et de la souveraineté de cet empereur. À partir de cette époque, la corruption/falsification de monnaie a toujours été sévèrement punie car elle revenait à décrédibiliser l'entité émettant la monnaie et, par extension, la confiance en cette monnaie. Le principe d'une monnaie repose donc sur la confiance qu'on lui accorde et surtout sur la croyance que cette monnaie représente une valeur.

Dès le Moyen-Âge, les rois veulent asseoir leur pouvoir monétaire en instaurant une monnaie unique. Jusqu'au XIII^{ème} siècle, l'organisation féodale du royaume de France autorisait les seigneurs à battre monnaie pour le roi, ou à battre leur propre monnaie. Mais Philippe Auguste cherche à centraliser le royaume pour mieux le contrôler. Seul le Souverain a le pouvoir de « battre monnaie ».

Au Moyen-âge dans plusieurs pays européens (la configuration des États d'alors est très éloignée de ce que nous connaissons aujourd'hui), l'inflation est due entre autres à la dépréciation des monnaies.

Au cours du 19^{ème} siècle, excepté entre 1810 et 1815 (guerres napoléoniennes), les périodes inflationnistes sont limitées dans

le temps et inférieure à 10% avec une très forte accalmie dans le dernier ¼ du siècle.



Le 20^{ème} siècle connaît quant à lui deux périodes de très forte inflation - les deux guerres mondiales - pouvant atteindre 55%. A la Libération, les gouvernements successifs ont pris des mesures de blocage des prix avec des tickets de rationnement pour les principales denrées alimentaires. Le développement des services publics a permis un contrôle des prix et dans le même temps le monde du travail a gagné l'échelle mobile des salaires afin que les travailleurs n'aient pas une érosion de leur pouvoir d'achat.

En revanche la période qui va de 1970 à 1990 a connu une période d'inflation supérieure à 10% liée au choc pétrolier. Il a été mis fin à l'échelle mobile des salaires (Giscard-Barre-1979) en invoquant le fait que l'ajustement des salaires sur l'inflation créerait un déséquilibre monétaire. L'ère néolibérale veut renverser la tendance du partage de la valeur ajoutée en faveur des salariés pour contrebalancer ce que Marx appelait la baisse tendancielle du taux de profit. Pour ce faire, Mitterrand et Bérégovoy pratiquent la politique de « désinflation compétitive ». Il fallait préparer l'économie française au traité de Maastricht, qui consacre la monnaie unique européenne et l'indépendance de la banque centrale.

Après une longue période d'inflation à un niveau relativement bas, nous connaissons depuis 2022 une inflation autour de 6% (hors énergie).

La financiarisation de l'économie et la recherche d'une rentabilité très élevée du capital contribue au désordre monétaire et financier que nous connaissons aujourd'hui.

● Daniel Rome

Inflation

On parle d'inflation lorsque les prix augmentent globalement, et non uniquement les prix de quelques biens et services. Quand tel est le cas, avec le temps, chaque euro permet d'acheter moins de produits. Autrement dit, l'inflation érode progressivement la valeur de la monnaie. On parle généralement d'inflation rampante en-dessous de 10%, d'inflation galopante à partir de 10% et d'hyperinflation dans les cas de croissance extrême du taux d'inflation. L'inflation est calculée par les institutions européennes grâce à l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH). L'inflation annuelle s'établit ainsi à +5,2 % en 2022, selon l'Insee. Selon les données publiées par l'Insee chaque année en janvier pour l'année précédente, l'inflation s'est établie à 1,6 % en 2021 et à 0,5 % en 2020, après 1,1 % en 2019 et 1,8 % en 2018.

Déflation

La déflation est l'opposé de l'inflation. A l'inverse de cette dernière, elle se caractérise en effet par une baisse durable et auto-entretenu du niveau général des prix.

Désinflation

En économie, la désinflation désigne une réduction de l'inflation, dans le cas où celle-ci reste néanmoins positive, ou dans le cas d'un ralentissement de la hausse des prix. Par exemple, un pays a connu une désinflation si l'inflation, le rythme d'augmentation des prix, est passée de 10% par an à 3% par an. La désinflation ne doit pas être confondue avec la déflation, qui correspond à une baisse des prix pendant une période prolongée. La déflation est donc l'opposé de l'inflation, alors que la désinflation désigne une période où l'inflation diminue.

Hyperinflation

L'hyperinflation est, en économie, une forme atypique d'inflation qui se manifeste par une hausse extrêmement rapide des prix qui tend à éroder la valeur réelle de la monnaie d'un pays. Les agents économiques ont alors tendance à fuir devant la monnaie, c'est-à-dire que le contrat de confiance est rompu, entraînant une forte thésaurisation, une accélération des transactions financières vers des devises ou des valeurs fortes et stables. Ça a été le cas en Allemagne dans les années 20 ou plus récemment en Argentine ou au Brésil. Des phases d'inflation supérieure à 100 % par an ont été notamment observées : en France, entre 1718 et 1720, au moment du système Law ou entre 1796 et 1797, au moment de la fin des assignats : à la mi-août 1796, les prix avaient grimpé de 304 %.

L'inflation réduit la sociabilité¹

C'est l'avis du Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (Credoc). Son étude² montre que :

70 % des personnes interrogées limitent les occasions de rencontres et de sorties loisirs à l'extérieur avec des proches, pour éviter les dépenses ;

50 % des personnes ont limité à la fois les sorties à l'extérieur et les invitations chez elles ;

33 % ont potentiellement basculé du fait de l'inflation dans une forme de « déliaison ».

Ces restrictions concernent en particulier les femmes, les personnes aux bas revenus et les classes moyennes inférieures. Les familles nombreuses ou les foyers monoparentaux sont également particulièrement concernés, ainsi que les personnes séparées/divorcées.

La hausse des prix suscite des tensions dans un quart des foyers, les plus modestes déclarent davantage être concernés (bas revenus, moins de 25 ans, non diplômés, chômeurs). Les personnes interrogées sont partagées sur les aides des pouvoirs publics à privilégier, en nature (48%) ou financières (51%). Celles contraintes de se limiter dans leur sociabilité déclarent plus souvent privilégier des aides financières excep-

tionnelles, leur permettant de choisir la nature des dépenses

L'inflation diminue ? C'est ce que prétend le gouvernement pour tenter de justifier la faible revalorisation des pensions et des minima sociaux. Pourtant, l'augmentation de la base nationale de l'imposition foncière est de 7,1%, tout comme l'évolution des prix à la location. Pourtant, les complémentaires santé envisagent des hausses de tarifs entre 8 % et 12,5 % et coûteraient plus de 250 € par mois à un couple de 60 ans, et plus de 300 € pour les couples de 70 ans, à comparer aux 100 € par mois pour un couple de 30 ans avec deux enfants. Les complémentaires justifient ces hausses par une augmentation des dépenses de 1 milliard à 1,5 milliard d'euros :

- envol des dépenses de santé de 7 % au lieu de l'habituel 2 à 3 %.

- augmentation des « transferts de charge massifs » de l'État ;

- hausse du ticket modérateur pris en charge par les complémentaires pour les soins bucco-dentaires, annoncée par le gouvernement en juin, passant de 30 % à 40 % (coût : 500 millions d'euros) ;

- augmentation tendancielle des dépenses liées au vieillissement, au développement des maladies chroniques et au progrès médical ;

- montée en puissance du dispositif du «100 % santé », soit la prise en charge totale de certains soins visuels, dentaires et optiques.

● **Christian Mahieux**

1. Tous ces éléments sont issus de la note mensuelle de l'Union interprofessionnelle des retraités Solidaires. De nombreux dossiers disponibles ici : www.solidaires.org/se-syndiquer/les-syndicats/unirs-union-nationale-interprofessionnelle-des-retraite-es-solidaires

2. www.credoc.fr/publications/les-effets-de-linflation-sur-la-sociabilite-des-francais

Masse monétaire

La masse monétaire est une mesure de la quantité de monnaie dans un pays ou une zone économique. Il s'agit de l'ensemble des valeurs susceptibles d'être converties en liquidités, ainsi que l'agrégat de la monnaie fiduciaire (billets et pièces), des dépôts bancaires et des titres de créances négociables, tous susceptibles d'être immédiatement utilisables comme moyen de paiement. Elle est suivie par les banques centrales et publiée, offrant aux acteurs économiques une précieuse indication sur la possible évolution des prix selon la théorie quantitative de la monnaie.

Taux d'intérêt

Le taux d'intérêt permet de calculer la rémunération due par un emprunteur à un prêteur. Les taux d'intérêts sont influencés par le taux directeur, qui est défini par la Banque Centrale Européenne (BCE). La BCE conseille et supervise les banques des États membres de l'Union Européenne membres de la zone Euro.

La zone euro, est une zone monétaire qui regroupe les États membres de l'Union Européenne qui ont adopté l'Euro comme monnaie ; sur les 27 États membres de l'UE, 20 utilisent l'euro. Ces vingt pays représentent plus de 344 millions d'habitants en 2023. La zone euro a été créée en 1999 par onze pays : Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, Finlande, France, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, rejoints ensuite par la Grèce en 2001, la Slovénie en 2007, Chypre et Malte en 2008, la Slovaquie en 2009, l'Estonie en 2011, la Lettonie en 2014, la Lituanie en 2015 et la Croatie le 1^{er} janvier 2023.



L'inflation te juge coupable

La vie d'après Covid, tu la voyais comme ça ? Une orgueilleuse mondialisation contrainte de siffler l'arrêt général du fait d'un méchant coronavirus, et qui repart, boitant bas, par la guerre et l'inflation ...

« Inflation » ? Le nom d'une sanction qui vient du cœur d'un système sans cœur. Ayant subis l'assignation collective à résidence, nous voilà condamnés à ne pas acheter. Une sentence maximale, dans nos sociétés où l'achat, le pouvoir d'acheter, l'activité d'échanger des marchandises contre de la monnaie – elle-même marchandise – est l'acte cardinal, quasi sacré.

Le phénomène économique glacé, de courbes et de pourcentages, tourne à l'angoisse mêlée aux angoisses précédentes, pour la majeure partie d'entre

nous. Ô, pas les beaux quartiers, bien sûr. Non, là, en bas, dans ce que les commentateurs ne prennent pas la peine de nommer, les « quartiers », les « banlieues », les « zones populaires », le « 9-3 », les quartiers Nord ... en tout cas pas à l'Ouest et le Bel Air.

Et puis la sourde peur s'étend aux ainsi nommées couches moyennes. Le travail ne paie pas, vivre en travaillant ne permet plus de vivre. La honte ! La représentation sociale – t'as vu ce que je consomme ? – tourne court devant le désert qui peuple le caddie après un tour

dans les rayons dissuasifs des marchés plus super du tout. Double peine.

Pas que les courses devenues pauvres, non, l'essentiel est touché : gaz-électricité, santé – quelle idée d'avoir des dents –, logement ... Et ça dure, ça dure. Naït, grandit, enfle, le sentiment de culpabilité. « Si tu n'y arrives pas, c'est que tu ne sais pas t'y prendre, ton économie ménagère est mal tenue, tu épargnes mal et n'investis dans rien, tu ne travailles pas assez, tu ignores les merveilles du numérique, telles que louer ta baignoire, partager ton auto, vendre tes frusques usagées » ...

Récession

Selon l'INSEE, la récession est une période de recul temporaire de l'activité économique d'un pays. Le plus souvent, on parle de récession si l'on observe un recul du Produit Intérieur Brut (PIB) sur au moins deux trimestres consécutifs.

Stagflation

Terme résultant de la contraction des mots « stagnation » et « inflation », la stagflation décrit une situation économique très particulière marquée par un double phénomène : un ralentissement de la croissance économique (associée à un taux de chômage élevé) et une forte hausse globale des prix dans le même temps.

La mère des vérités premières

La mère des vérités premières nous est livrée du fond des âges du capitalisme triomphant, par l'inspirateur du maître Malthus, un théologien du libre-échange, Joseph Townsend :

« L'obligation légale du travail donne trop de peine, exige trop de violence et fait trop de bruit ; elle suscite de la mauvaise volonté, et ne conduit jamais à rendre un service de qualité. La faim, au contraire, exerce une pression

paisible, silencieuse et incessante ; mais comme est le mobile le plus naturel du travail, elle engendre les efforts les plus puissants (...)

« Quand la faim est ressentie ou même redoutée, le désir d'obtenir son pain disposera tranquillement l'esprit à subir les plus grandes épreuves, et adoucira les travaux les plus pénibles. » (Joseph Townsend, A dissertation on the Poor Laws, cité par Michel Husson in « Portrait du pauvre en habit de vaurien ».

Vive donc la vie chère contre la vie ouvrière. L'inflation cultive à la fois l'art d'ignorer les pauvres et la méthode de les tenir en respect. Comme les chômeurs doivent travailler gratis en échange du RSA, les salariés devront entretenir au fond de leur inquiétude l'appréhension permanente de plonger dans ces zones terribles qui rapprochent de la faim.

« ... Et gare à la revanche, quand tous les pauvres s'y mettront » (Vieille chanson de l'après Commune).

● Jean Gersin



**AUJOURD'HUI
TOUT COÛTE
UN BRAS, SAUF
MANIFESTER
QUI COÛTE AUSSI
UN ŒIL.**

En France comme dans d'autres pays,
les armes utilisées en manifestation
mutilent et tuent.

SIGNEZ LA PÉTITION
internationale pour leur réglementation
sur Amnesty.fr

**AMNESTY
INTERNATIONAL** 

©Serge Ignazio

Vendre moins mais plus Cher

Aveu intéressant de l'Insee : les profits seraient directement responsables de 50% de l'inflation. Mais cela veut-il dire que les autres 50% n'auraient rien à voir avec le système économique dont le moteur est le profit.

Évidemment non.

Les néolibéraux imposent une politique dite de l'offre dont il résulte que les prix ne sont plus fixés essentiellement en fonction des coûts mais des opportunités des marchés où le consumérisme prime sur la prise en compte des besoins.

Le but n'est donc plus de répondre aux besoins mais d'organiser la production pour optimiser la rémunération du capital. Dire cela aujourd'hui relève, pour nous, de la tautologie mais ce qui évolue vite, ce sont les moyens d'optimisation induits par les outils modernes de marketing (base de données, IA etc.).

Ces outils permettent non seulement de bien connaître les marchés mais aussi de les modeler à la convenance des maîtres du marché concurrentiel : les plus forts donc les plus riches.

Pour ces derniers il est essentiel d'optimiser la rémunération du capital d'autant plus qu'avec le développement des fonds d'investissement de pensions etc. où s'entrecroisent, en mouvement constant, les capitaux spéculatifs, il est vital de les retenir car, faute de rendement suffisants, ils passent à la concurrence.

Il leur faut donc impérativement optimiser leurs marges.

Ce système les amène à utiliser les techniques marketings les plus sophistiqués pour définir et modeler l'offre :

- En mesurant l'élasticité entre prix et quantité : produire moins mais plus cher en sélectionnant les marchés les plus solvables pour obtenir les meilleures

marges possibles. Tant pis pour les populations les moins solvables.

- Pour obtenir des prix plus rémunérateurs il faut baisser l'offre, instaurer un climat de pénurie : quand la demande semble supérieure à l'offre les prix montent, c'est une règle de base de l'économie de marché.

- Il faut aussi façonner la demande : créer artificiellement le besoin fait augmenter les prix. Dans une interview, une étudiante de HEC se disait « *ravie d'apprendre à vendre aux gens des produits dont ils n'ont pas besoin* ». C'est dire à quoi nos élites sont formées. L'acte de production est ainsi dévoyé et génère le gaspillage des ressources humaines et de la nature.

La hausse des prix n'est donc pas un phénomène météorologique. Elle résulte

du système économique fondé sur la loi du marché dominé par les grandes puissances financières qui disposent des moyens les plus sophistiqués pour servir leurs intérêts, y compris en utilisant les conjonctures géopolitiques et autres pour servir leurs objectifs.

Il est donc urgent d'agir pour sortir d'un système qui fonctionne surtout pour ceux qui ont les moyens au profit de ceux qui en ont le plus.

Et les outils modernes de gestion, au lieu de servir les objectifs d'optimisation du profit pourraient être utilisés pour planifier une économie organisée autour de la satisfaction des besoins réels de tous.

Pour passer de « à chacun selon ses moyens à chacun selon ses besoins ».

● **Alain Lacombe**



Contre l'inflation : mettre banque centrale et monnaie au service de la société

Mars 2022, face à la reprise de l'inflation, la Fed a commencé à relever ses taux. Elle les a depuis augmentés 11 fois. La BCE lui a emboîté le pas en juillet 2022. Elle a augmenté 10 fois le principal taux directeur, référence pour le crédit en zone euro, le portant ainsi à un niveau historiquement haut. À l'échelle mondiale, les banques centrales ont procédé à un resserrement monétaire d'une ampleur et d'une brutalité inégalées depuis les années 1980. Ces hausses de taux directeurs se sont accompagnées d'une réduction de la liquidité disponible, qualifié de quantitative *tightening* (resserrement quantitatif) de façon à réduire la taille de leur bilan, c'est-à-dire le contraire du quantitative *easing* mis en œuvre les années précédentes. But déclaré : une guerre incessante contre le retour d'une forte inflation. Dans une situation où la croissance est très faible et l'inflation forte, les hausses successives des taux des banques centrales résoudre-t-elles le problème ?

Au lieu de banques centrales accrochées coûte que coûte au dogme de 2% de cible d'inflation, n'aurait-il pas fallu d'abord comprendre les raisons de cette hausse de l'inflation ? Est-elle due à une surchauffe de l'économie qui a pesé sur le marché de l'emploi où les salaires se sont tendus comme l'ont affirmé les banquiers centraux pour justifier leur décision d'augmenter les taux ? **Ou n'est-elle pas due, dans un contexte de ralentissement des gains de productivité¹, à la volonté des entreprises d'augmenter les prix afin de maintenir leurs taux de marge² ?**

1. Voir dans ce numéro J-M. Harribey, « Contre l'inflation : agir à la source »

2. N. Silbert, « Les marges des entreprises continuent de nourrir l'inflation », *Les Échos*, 7 septembre 2023

Et, dans le cas de la zone euro, comment une hausse uniforme du taux directeur de la BCE serait-elle la solution alors qu'il existe une forte hétérogénéité des taux d'inflation entre les pays européens ? **Le resserrement monétaire, avec des taux supérieurs aux États-Unis, n'a-t-il pas entraîné une baisse de l'euro face au dollar, renchérissant notamment les prix des importations d'énergies payées en dollars ?**

Comprendre les raisons de cette hausse de l'inflation

Le choix par la BCE d'une cible d'inflation de 2 % conduit à durcir la politique monétaire et à élever les taux d'intérêt dès que cet objectif est dépassé, au détriment des autres objectifs de la politique économique, en particulier l'investissement et l'emploi. Même Olivier Blanchard, ex-économiste en chef du FMI, en est arrivé à recommander aux banques centrales de relever leur cible d'inflation, de 2 à 3 % pour gagner des marges de manœuvre, plutôt que de s'arc-bouter coûte que coûte sur le retour sous la barre des 2 % (*Les Échos*, 3/7/2023). La hausse brutale des taux d'intérêt à partir de 2021 a contribué non seulement au déclenchement de la crise du secteur bancaire de mars 2023 mais également à freiner l'ensemble des investissements et notamment ceux nécessaires à la transition écologique et l'emploi. Ces limites et ces conflits d'objectifs montrent la nécessité de mettre en œuvre conjointement l'ensemble des leviers de politique économique, à commencer par les politiques budgétaire et

monétaire. Or la BCE ne dispose que d'outils de politique monétaire et celle-ci ne peut être le principal instrument de lutte contre l'inflation actuelle dans la mesure où les causes de l'accélération récente de l'inflation ne sont pas monétaires, mais sont liées à des facteurs réels tels que les conditions de production et de productivité, la hausse internationale des prix de l'énergie et les tensions géopolitiques.

Or, dans le même temps, les programmes de stabilité des gouvernements vont tous dans le sens de la rigueur budgétaire. **L'économie subit ainsi un double choc. Le premier, celui des taux élevés et investissements freinés, et le second, celui de la baisse des dépenses publiques et notamment celles consacrées à la protection sociale.** Il est donc nécessaire et urgent d'abandonner non seulement le dogme des 2 % de cible d'inflation, mais également les règles du Pacte budgétaire qui limitent à 3 % et 60 % du PIB respectivement les déficits et les dettes publics.

Il faut renouer avec une conception de la monnaie qui donne à cette dernière un rôle d'institution publique au service d'un développement économique écologique et non productiviste. Et donner à la banque centrale le rôle de contrôle, par sa politique de refinancement, des crédits accordés par les banques pour financer des investissements propres. Lorsque c'est nécessaire, la monétisation des investissements publics par la banque centrale permettrait de lever la contrainte financière de l'État et d'anticiper les bénéfices à long terme pour la société grâce à ces investissements.

● **Esther Jeffers**
Professeure à l'Université de Picardie

Contre l'inflation : agir à la source

Si l'on veut résoudre un problème, il faut commencer par savoir d'où il vient. Ceci a l'air d'un truisme, mais c'est pourtant bien vrai s'agissant de l'inflation.

Les causes le plus souvent invoquées pour expliquer ce phénomène sont une quantité de monnaie trop abondante et une augmentation des salaires trop forte. Elles sont toutes les deux erronées au regard du passé récent et de la situation actuelle. Premièrement, pendant au moins toute la décennie 2010, les banques centrales ont irrigué les rouages financiers de liquidités, cherchant désespérément à faire monter le taux d'inflation au-dessus de 2 % par an dans le but de relancer l'économie, mais en vain ; il a fallu la pandémie et la guerre en Ukraine pour réamorcer le processus inflationniste. Deuxièmement, à rebours de la pensée dominante, il n'y a jamais de course entre les prix et les salaires, mais toujours une course entre les deux

composantes principales des prix, à savoir les profits et les salaires, dont la résultante est l'inflation. Celle-ci est donc toujours la conséquence de la confrontation sociale pour le partage de la valeur ajoutée ; dans les termes de Marx, elle est une expression économique de la lutte des classes. Cette confrontation se résout temporairement plus ou moins facilement selon la quantité de monnaie qui circule et surtout selon que la productivité du travail progresse ou non.

Pourquoi, alors, y a-t-il eu aussi peu d'inflation dans les économies capitalistes développées pendant près de quatre décennies de néolibéralisme ? Essentiellement parce que le capitalisme a réussi à imposer une répartition de la valeur ajoutée plutôt à l'avantage du capital. Une étude récente montre qu'en France, au cours des 50 dernières années, la part salariale dans la valeur ajoutée brute des sociétés non financières a baissé d'environ 4 points (de 69 à 65 %) ¹.

Et l'Insee confirme que ce sont les profits qui ont nourri l'inflation des trois dernières années une fois son déclenchement opéré par la pandémie et la guerre en Ukraine ². Toujours selon l'Insee, le taux de marge des entreprises françaises a augmenté de 1,5 point pendant le deuxième trimestre 2023 pour se porter à 33,2 % ³. Dans le même temps, les dividendes versés aux actionnaires et les rachats d'actions ont battu tous les records en France, en Europe et dans le monde ⁴.

Que peut-on faire ? La hausse des taux d'intérêt par les banques centrales peut donner l'impression qu'elle est à même de freiner la spirale enclenchée, mais le ralentissement en cours depuis quelques mois est davantage dû à la diminution de la tension internationale sur la livraison des fossiles. Ainsi, la hausse des taux n'a pas de prise directe sur les racines

Lutter contre l'inflation, c'est contraindre la loi du marché à se soumettre à l'intérêt général

1. T. Dallery, J.-M. Harribey, E. Jeffers, D. Lang et S. Treillet, « La répartition de la valeur ajoutée », Note pour les Économistes atterrés, mai 2023, <https://www.atterres.org/partage-de-la-valeur-ajoutee-en-30-ans-la-part-revenant-aux-salaires-sest-erodee>.

2. Insee, « Évolutions récentes des taux de marge », décembre 2022, <file:///Users/admin%201/Desktop/ndc-dec-2022-etude-thematique-2.pdf>.

3. N. Silbert, « Les marges des entreprises continuent de nourrir l'inflation », Les Échos, 7 septembre 2023.

4. J. Boone, « Les dividendes atteignent de nouveaux records », Les Échos, 31 août 2023.

sociales de l'inflation. D'ailleurs, celle-ci reste forte sur les produits de base comme l'alimentation.

Aussi, la réduction drastique des dividendes et rachats d'actions pour améliorer les bas salaires est devenue un impératif catégorique. Pour des raisons sociales bien sûr, mais aussi afin de faciliter la bifurcation écologique, parce qu'il va falloir financer d'énormes investissements d'avenir. Cette exigence est d'autant plus forte qu'il ne faut plus compter sur de fortes hausses de la productivité. Une nouvelle politique économique aurait deux piliers pour agir sur la répartition de la valeur ajoutée : imposer une réduction des inégalités de salaires dans les entreprises, notamment entre haut encadrement et tâches productives et entre hommes et femmes ; mettre en œuvre une profonde réforme fiscale pour augmenter les impôts sur les hauts revenus et les patrimoines.

Une telle modification de la répartition des revenus pourrait alors être complétée en décidant que le prix des biens essentiels à la vie seront fixés par l'autorité publique : ceux de l'énergie, de l'eau, du logement, des denrées essentielles. Lutter contre l'inflation, c'est contraindre la loi du marché à se soumettre à l'intérêt général.

● Jean-Marie Harribey



Que faire contre l'inflation ?

Alors que, de 2002 à 2021, l'inflation n'a pas dépassé 2 % en rythme annuel, elle a atteint 6,8 % entre juillet 2021 et juillet 2022. Malgré un léger tassement récent, elle atteignait tout de même 4,6 % entre août 2022 et août 2023. Certains biens ont augmenté plus fortement. Il en va ainsi des produits alimentaires, qui ont connu une hausse dépassant 15 % entre mars 2022 et mars 2023 ou encore des prix de l'énergie qui ont bondi entre 2021 et 2022 de 25 % pour le gaz naturel et de 64 % pour le fioul domestique.

La banque centrale européenne et les gouvernements ont d'abord estimé que l'inflation serait passagère puis ont pris des mesures désespérément néolibérales : la hausse des taux d'intérêt et

l'appel à l'austérité budgétaire. Ces mesures font le lit d'une future récession, synonyme de désastre social, économique et environnemental puisque les États se trouveront dans l'incapacité de financer la bifurcation sociale et écologique pourtant si nécessaire.

L'inflation ne provient pas de la hausse des salaires, ces derniers peinant à suivre l'inflation. La guerre en Ukraine l'a révélé : l'une de ses causes réside dans notre dépendance aux énergies fossiles et aux importations d'un grand nombre de matières premières (blé, huile...). Ces prix ont fortement augmenté, entraînant une hausse des coûts des produits de consommation quotidienne (nourriture, chauffage, transports etc.). Enfin, les taux de marge importants des grandes

entreprises ont boosté les superprofits, que les clients paient dans les prix de leurs achats.

Identifier les causes de l'inflation nous permet de dire que mieux répartir les richesses est nécessaire. Pour ce faire, plusieurs mesures s'imposent.

Entre les années 1970 et 2021, les salaires ont perdu 4 à 5 points de valeur ajoutée. Cette dégradation est liée à la mondialisation néolibérale, à la financiarisation et aux reculs sociaux. Priorité est donnée de longue date à la valeur pour les actionnaires par rapport aux investissements, aux salaires et à l'emploi. Mieux répartir la valeur ajoutée est donc indispensable. Cela passe par une hausse du SMIC et des salaires mais aussi par une réduction des inégalités de revenus. Il faut également mettre en place un pouvoir de contrôle et de décision des travailleur.ses dans les entreprises et mobiliser les politiques publiques.

Réformer le système fiscal est évidemment indispensable. Prioritairement, il faut renforcer la progressivité fiscale, notamment dans l'imposition des revenus et des patrimoines (avec par exemple un impôt sur la fortune au niveau européen), imposer les superprofits et instaurer une taxation unitaire pour que les multinationales paient leur juste part d'impôt. Outre la réduction des inégalités que cette réforme permettrait, les recettes dégagées financeraient correctement les services publics et la protection sociale ainsi que des investissements publics en faveur de la bifurcation sociale et écologique. Une priorité vitale en somme.

● **Ophélie Gath,**
Solidaires



C'est une inflation du capital

La Fondation Gabriel Péri publie un ouvrage¹ dans lequel l'économiste Évelyne Ternant décrit l'inflation non comme un épisode passager ou un choc exogène mais comme dans la manifestation durable de la crise d'un capitalisme globalisé et financiarisé. Elle est une inflation du capital dont la logique de rentabilité entre en conflit avec les besoins de la société.

Selon elle les théories économiques dominantes ne permettent pas de comprendre l'inflation d'aujourd'hui, rappelant que « dès 2016, l'économiste Patrick Artus faisait le constat des impasses théoriques de la pensée dominante en matière d'inflation ».² Ces théories qu'elle groupe selon deux grands courants de la pensée économique : d'un côté la théorie keynésienne selon laquelle l'inflation est le résultat d'une situation de plein-emploi avec des capacités de production totalement utilisées, ce qui favorise des aug-

mentations de salaires qui déclenchent une boucle salaires/prix. De l'autre la théorie monétariste de Milton Friedman, basée sur « la neutralité de la monnaie »³, pour qui les causes de l'inflation sont une hausse de la quantité de monnaie en circulation, et donc la création monétaire et donc les politiques keynésiennes de stimulation de la demande. Une théorie à la base des politiques libérales des dernières décennies de libéralisation des marchés : systématisation de la concurrence et privatisation des services publics, déréglementation des marchés financiers et libre circulation des capitaux, déréglementation du marché du travail et généralisation du libre échange international des biens et des services. Or la première conséquence de l'inflation actuelle c'est qu'elle dément ces théories.

La défaillance de ces théories conduit à la défaillance des politiques économiques qui en sont déduites :

- Défaillance des politiques de limitation de la demande pour faire baisser les prix.
- Défaillance des politiques keynésiennes de relance par la demande. Si les mesures d'urgence qu'elles supposent sont indispensables - blocage des prix, hausses des revenus, réduction des inégalités et interventions de l'État et planification – elles ne peuvent résoudre la crise auquel est confronté le capitalisme dans sa phase financière et globale actuelle. Elles ne sont pas suffisantes pour s'attaquer aux racines de l'inflation, qui est d'abord une inflation du capital.

Les causes de l'inflation actuelle sont à rechercher dans les transformations du capitalisme au cours des trois dernières décennies, modifiant le rapport de force capital/travail, « elles ont permis au capital de gonfler ses profits en réduisant les dépenses humaines en salaires,

formation, recherche, conditions de travail. Il s'ensuit une crise d'efficacité du système de production qui induit une baisse de productivité globale à laquelle le capital répond par une augmentation des prix pour préserver les profits et les dividendes des actionnaires »⁴.

S'agissant des prix de l'énergie la cause principale réside dans le démantèlement des entreprises publiques et l'ouverture à la concurrence du secteur de l'électricité et du gaz.

Pour combattre une inflation qui n'est ni temporaire, ni générée par des événements exceptionnels mais structurelle, des évolutions radicales sont nécessaires⁵:

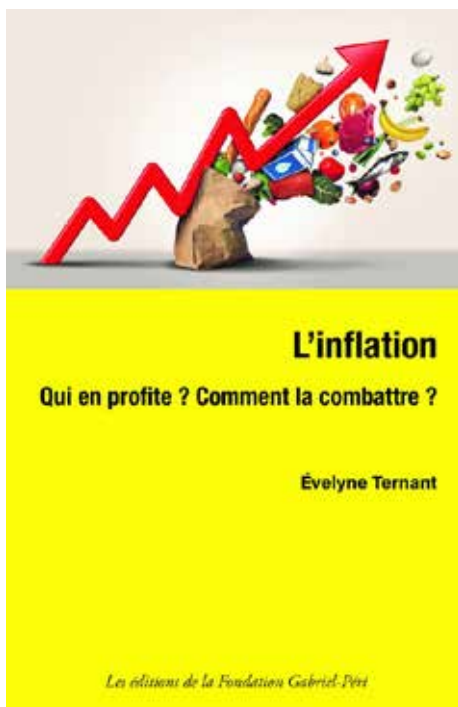
- Les rapports sociaux au sein de l'entreprise doivent changer, avec de nouveaux pouvoirs aux salariés ;
- La place de l'entreprise dans la société doit changer, grâce à de nouveaux pouvoirs des citoyen-ne-s sur l'entreprise ;
- Une appropriation sociale de la création monétaire et le crédit bancaire et reprendre la main sur les banques, à commencer par les banques centrales. Il faut aussi « construire un rapport de force international pour créer une monnaie commune et mondiale et transformer le FMI », face à l'hégémonie du dollar ;
- Mise en place d'une démarche de planification décentralisée et démocratique.

Car pour combattre l'inflation du capital on ne peut se limiter à déplacer le partage, nécessaire mais pas suffisant, de la valeur ajoutée en faveur des salariés, il faut engager des changements profonds pour faire reculer les pouvoirs de décision du capital et faire prévaloir d'autres critères de rentabilité financière !

● Olivier Frachon

4. Interview à L'humanité magazine du 12 au 18 octobre 2023

5. Chapitre 5 : combattre l'inflation dans une perspective de progrès (page 139)



1. L'inflation Qui en profite ? Comment la combattre ? Les éditions de la Fondation Gabriel Péri

2. Page 104

3. Chapitre 2 : l'inflation expliquée par les courants de pensée dominants en économie

Aux sources du mal

Les tenants du capital ont conscience de l'obsolescence de leur système. Né avec la révolution industrielle, celui-ci repose sur l'exploitation du travail et de la nature. Le rapport de forces avec le monde du travail, mais aussi la nécessité d'avoir une main d'œuvre qualifiée et en bonne santé et d'élargir les débouchés par la consommation, les avaient conduits à accepter des compromis keynésiens. Mais aujourd'hui, le renouvellement incessant des technologies nécessite des investissements de plus en plus fréquents et lourds, aiguise les exigences sociales et démocratiques liées à l'élévation des qualifications. Le capital ne peut plus supporter ces compromis. Pour ne pas casser le système, ils cassent la société. Ils s'éloignent du travail : 64% des profits de PSA, Renault ou Leclerc ne sont plus liés à leur métier mais à la spéculation, au pillage des fonds publics et à la surexploitation des autres continents, donc les dépenses en formation, en santé ou en logement ont moins de raison d'être.

L'intérêt des capitalistes pour la consommation est bouleversé : il se concentre sur les secteurs vitaux, là où les dépenses sont inévitables : énergie, alimentation, santé. Là où ils peuvent provoquer des pénuries pour faire monter les prix. Plus généralement, l'écrasement de la consommation leur permet d'éviter de créer des emplois et favorise leur redéploiement. Il en résulte l'aggrava-

Les capitalistes sont conscients de leur vulnérabilité



tion des contradictions entre eux et les peuples, et entre les capitalistes eux-mêmes - d'où les tensions et les guerres.

Il y a aussi une dimension politique : un peuple écrasé, sans avenir, est un peuple soumis, résigné. Après 1968, une réunion internationale des acteurs du capitalisme (Trilatérale) considérait que plus un peuple profitait de la société et plus il en redemandait. D'où le *choix* de la crise : un conseiller économique de Nixon expliquait, 30 ans après, que le « choc pétrolier » de 1974 ne découlait pas de la volonté des pays producteurs mais d'un diktat des USA menaçant de leur couper toute aide s'ils n'obtempéraient pas.

C'est bien un fait politique. Il est à traiter comme tel. Comment usagers et salarié/es concerné/es se retrouvent dans un mouvement qui organise le non-paiement de ce qui est indu ? Le surcoût de l'énergie est lié au pillage d'EDF et à la disparition de GDF comme cela s'est fait en Angleterre et comme le font certains

maires ruraux. Il y a quelques années, en outremer, s'était développé un mouvement qui fixait « le juste prix à payer » pour l'alimentation ; réclamer la gratuité des accès à la santé et aux transports urbains associerait justice sociale et écologie. Tout cela a un coût ? Eh bien que fait-on des milliards évaporés en dividendes ? Chercher des modes alternatifs d'échanges, supprimer l'endettement public à l'égard des banques, en exigeant que les états retrouvent leur pouvoir d'émettre la monnaie sous le contrôle d'organismes où des citoyens sont élus.

Ne sous-estimons pas la possibilité de prendre des initiatives. Les capitalistes sont conscients de leur vulnérabilité : les poursuites judiciaires à l'encontre de syndicalistes ou de journalistes, la volonté d'interdire des associations ... cette pente fascisante n'est pas un signe de tranquillité de leur part. Comme les fauves qui se sentent menacés.

● Pierre Zarka

Face à l'inflation, une alternative aux réponses néolibérales

Peu après le choc de la crise sanitaire, l'inflation est montée en flèche, tandis que les signes annonciateurs d'une nouvelle crise financière apparaissent. Le risque de récession, évité jusque-là, demeure réel. Mais les réponses néolibérales s'annoncent injustes et inefficaces.

La décélération de l'inflation ne peut masquer une inflation sous-jacente persistante. Au sein de l'Union européenne, priorité est donnée au retour des critères budgétaires en matière de déficits et de dette publics, à la lutte contre l'inflation et à la stabilité financière avec des traditionnels outils néolibéraux et monétaristes. La Banque centrale européenne (BCE), pour qui l'inflation devrait rester forte pendant une longue période a ainsi rehaussé ses taux directeurs.

Or, l'inflation ne provient pas d'une « boucle prix/salaires », ceux-ci étant même dépassés, entraînant une baisse du pouvoir d'achat préoccupante. Les réponses apportées à l'inflation par la banque centrale et les restrictions budgétaires font en réalité le lit à la récession. Elles maintiennent et nourrissent des inégalités déjà aggravées par les politiques budgétaires et fiscales de ces dernières années, notamment en France, et empêchent de faire face aux défis climatiques. Elles sont également une source de tensions voire, dans un tel contexte, sont porteuses de risques de conflits ou d'extension des conflits existants.

S'il est très probable que l'inflation demeure à un niveau plus élevé qu'au cours de ces dernières années, il est toutefois possible et nécessaire de s'attaquer à ses causes réelles, tout en dégageant les moyens de réaliser l'indispensable bifurcation sociale et écologique. Pour ce faire, plusieurs chantiers doivent être rapidement engagés, en France comme au sein de l'Union européenne.

La guerre en Ukraine l'a montré : **réduire notre dépendance aux énergies fossiles** (pétrole et gaz), importée de Russie notamment, s'impose, la hausse des coûts énergétiques ayant poussé les prix à la hausse dans de nombreux secteurs rendant l'impact global plus important encore. Il faut réduire cette « fossilflation » en développant les énergies renouvelables, en investissant dans l'isolation et les modes alternatifs de transport comme le ferroutage, en augmentant l'efficacité énergétique et, globalement, en organisant la décarbonation de l'économie. La relocalisation de l'agriculture, en privilégiant un modèle paysan, permettrait de réduire les coûts de transports et ceux liés aux conflits. Au-delà, **rehausser la part des salaires dans la valeur ajoutée** demeure une priorité : cela passe par une hausse des salaires (hausse du SMIC, n'a pas bénéficié du « coup de pouce » depuis 2012, dégel du point d'indice dans



© Phototèque mouvement social

la fonction publique, etc.) et l'indexation des revenus du travail sur l'inflation pour garantir le revenu disponible des ménages. **Imposer les superprofits** qui ont nourri l'inflation (les multinationales ayant conservé leurs taux de marge) et **procéder à une réforme fiscale d'ensemble** afin de dégager des recettes pour financer les besoins sociaux et environnementaux et réduire les inégalités est aussi une priorité. Enfin, **réorienter la politique monétaire européenne** pour sortir de la lecture néolibérale et **changer la gestion des dettes publiques** permettrait de donner des marges de manœuvre aux États pour réaliser cette bifurcation.

● **Vincent Drezet**, porte-parole d'Attac

En acte ! Lu dans le Journal de Saône-et-Loire du 14 octobre.

E. Valette, maire ...est un homme en colère. La facture EDF du groupe scolaire est passée de 10.000 à 40.000 € ce qui met en péril les actions pédagogiques. Il refuse de payer.

Après avoir fait appel : « EDF a mandaté Engie pour vérifier la ligne... aucune anomalie n'a été détectée... Nous avons même moins consommé d'électricité que l'an dernier... J'ai demandé au Trésor public de ne pas payer cette facture tant que nous n'aurons pas une solution pour la réduire. Je ne financerai pas la spéculation ».

Qu'est-ce qu'EDF répond ? « Rien ou pas grand-chose : que c'est l'inflation. Mais rien ne la justifie ! Nous ne paierons pas et nous n'avons pas à nous plier à ça, même si on est petit »

C'est quoi une monnaie locale citoyenne Madame Toulemonde, ça sert à quoi ?

Ça existe encore ça ? C'est bien légal dites-moi ? En Île-de-France, ça s'appelait la Pêche... Et pourquoi pas la Cerise alors ?

En voilà des bonnes questions ! Ben oui, ça existe encore. Il en existe environ 80 en France et beaucoup plus encore dans le monde. Elles viennent surtout de l'écologie et de l'altermondialisme. Les plus connues sont le **Chiemgauer** en Allemagne, le **WIR** en Suisse, le **Palmas** au Brésil, l'**Eusko** au pays basque¹.

Des pêches petites mais costaudes

En Île-de-France, une monnaie locale citoyenne a été créée en 2014. Partie de Montreuil en Seine-Saint-Denis, elle s'appelle la Pêche (pourquoi ? En référence aux murs à pêches de Montreuil et parce qu'à Montreuil, on a la pêche !). Elle s'est étendue sur Paris, le Val-de-Marne et le Val d'Oise. Avec assez peu d'adhérents², **la pêche a montré qu'en plus de développer des circuits d'échange locaux plus solidaires et plus écologiques il était aussi possible de s'échapper à la spéculation et aux paradis fiscaux (ils n'acceptent pas les monnaies locales) ...**

Comment ça marche ?

Au départ, c'est tout simple, 1 pêche = 1 euro (obligation liée à la loi ESS de 2014). J'adhère à la pêche puis j'achète des pêches avec des euros (si je n'ai pas d'euros, je peux demander une enveloppe de pêches solidaires) et je dépense mes pêches chez les professionnels du réseau (Médecins, imprimeurs, libraires, boulangers, biocoop... On a confiance, on les a choisis et ils ont signé une charte éthique, écologique et solidaire et certains ont même accepté de faire comptoir d'échange euros/pêches.

¹. L'Eusko est la première monnaie locale d'Europe, devant le Chiemgauer en Allemagne et le Bristol Pound en Angleterre ; c'est 4000 utilisateurs particuliers et 1300 professionnels

². 2744 particuliers et 154 professionnels

Ben ça sert à quoi si la pêche est couplée avec l'euro ?

La loi ESS nous oblige à coupler les monnaies locales avec l'euro mais, les Montreuillois.e.s étant très futé.e.s, ils et elles ont échappé autant que possible au système capitaliste spéculatif mondialisé avec la Pêche. Ah ah, comment ? C'est que la pêche a permis de créer un double fonds de circulation monétaire : les pêches achetées en euros par les adhérent.e.s sont utilisées pour payer des services et consommer local, souvent bio, tandis que le fonds de garantie correspondant, autrement dit les euros confiés par nos adhérent.e.s contre des pêches sont placés à la NEF, la banque éthique de France qui ne prête que ce qu'elle a, à des taux très faibles, et uniquement pour des initiatives écologiques ou solidaires.

Pour résumer, voilà des euros qui échappent à la spéculation, aux paradis fiscaux et qui servent à développer des initiatives sympa. Ce n'est pas beau ça madame Toulemonde ?

Et vous croyez que ça suffit pour changer le monde ?

Évidemment, l'idéal serait que tout le monde puisse vivre, se loger, se nourrir... en échappant totalement à l'argent spéculatif mais les monnaies locales montrent le chemin avec leurs doubles circuits d'échange, en extirpant des euros du système et en les gérant démocratiquement avec des citoyen.nes comme vous et moi et une banque éthique, la NEF.

Mais l'Économie Sociale et Solidaire a souffert de la période COVID. La belle Pêche s'est endormie pendant les périodes de confinement et elle est toujours en sommeil.. Un autre projet de monnaie locale citoyenne est en cours de réflexion et les monnaies locales travaillent toutes à se renouveler, à s'adapter à l'évolution du contexte social et écologique.

On pourrait récapituler l'intérêt de la monnaie locale citoyenne ?

- C'est un objet d'éducation populaire qui permet à chacun

de donner du sens à ses échanges et de prendre conscience de leurs effets sur la société et l'environnement.

- Les critères de sélection des prestataires des monnaies locales permettent de développer un écosystème d'échanges locaux plus vertueux, des circuits courts et des pratiques écologiques et des liens entre les habitants.

- Elle participe à un réseau d'entraide et d'initiatives bénéfiques, à une échelle plus humaine. Pour ce qui est de la pêche par exemple, ATD Quart Monde l'a aidée à créer les pêches solidaires pour ceux qui ne pouvaient pas en acheter et les Gilets Jaunes étaient aussi très intéressés par les monnaies locales, ce qui a occasionné de nombreuses réunions d'échange.

Mais c'est quoi les idées politiques derrière tout ça ?

Derrière les projets de monnaies locales citoyennes, il y a bien sûr l'urgence de la transition économique, sociale et écologique. Il y a la nécessité de passer du culte de l'argent à la monnaie utile, la volonté de montrer qu'on peut sortir de l'argent roi, avec le dollar au centre. Il nous faut dénoncer ce système qui asservit les populations et détruit notre environnement jusqu'à mettre en danger l'humanité pour assouvir l'appétit de multinationales constamment à la recherche de profits... (Selon un rapport de l'ONG internationale Carbon Disclosure Project, plus de 70 % des émissions de gaz à effet de serre émaneraient de seulement 100 entreprises).

Rien de tel qu'une démonstration de ce type pour se questionner, pour rêver d'une société où la monnaie serait un moyen de créer du lien et de lutter contre la spéculation mondialisée.

Plus largement, rêvons d'une société où les services publics seraient élargis et les besoins de base accessibles à tous sans discrimination, une société où la justice, la paix, la liberté de circuler et de s'exprimer serait enfin une réalité pour tous.

● **Brigitte Abel**

Vous avez la pêche ? nous aussi !



la pêche
monnaie locale

**DONNONS DU SENS
À NOS ÉCHANGES**

locale

solidaire

écologique

citoyenne

La Gratuité contre l'inflation

La gratuité n'est pas seulement une modalité de gestion des services publics mais une stratégie reposant sur trois grandes règles : elle ne concerne pas seulement le domaine du vital ; il ne s'agit pas de tout rendre gratuit mais de mettre cette gratuité au service de l'émancipation, il ne s'agit surtout pas de rendre gratuits les produits et services existants mais d'utiliser le passage à la gratuité pour repenser leur conception et la démocratisation réelle de leur gestion.

La gratuité constitue un instrument de lutte contre l'inflation, dans la mesure où elle contribue non seulement à la démarkchandisation de l'économie (ce que font déjà les services publics payants ou les mesures d'encadrement des prix) mais à sa démonétarisation. **Dans une société d'ordre, comme l'Ancien Régime, certains avaient accès à des biens et d'autres pas, même en étant fortunés.** L'argent, en rendant équivalents tous les biens entre eux, a donc permis le passage à une société où seul l'argent discrimine. La démonétarisation aura, bien sûr, un autre sens dans une société de la gratuité, égalitaire par principe mais aussi par nécessité. Si la gratuité du bon usage s'accommode d'une démarkchandisation absolue, elle ne le peut pas d'une démonétarisation absolue, puisque le renchérissement du mésusage utilise la monnaie comme signal. Ainsi le litre d'eau qui dépasse le quota gratuit verra son prix augmenté puisqu'il change de signification. La société de la gratuité n'est donc pas prête d'en finir avec toute monnaie, parce qu'elle en a besoin pour pénaliser le mésusage ; ensuite parce qu'elle ne s'interdit pas d'utiliser des monnaies locales, nécessairement fléchées, pour orienter la demande. L'argent est, cependant, beaucoup plus que ce que disent les économistes (un instrument de mesure, de réserve et

d'échange). Il est même beaucoup plus que la seule mise en équivalence de tous les biens qui a, pourtant, totalement bouleversé le monde. L'argent n'est pas plus neutre psychologiquement que socialement. Ainsi Freud a toujours considéré que la psychanalyse devait être payante (et même chère) en justifiant cette nécessité de faire payer par la référence au monde réel que le paiement introduirait. L'argent servirait ainsi de rappel de la non toute-puissance. **L'objecteur de croissance amoureux du bien vivre que je suis devrait donc faire sa déclaration d'amour à l'argent, car son usage impliquerait l'acceptation des limites que j'appelle de mes vœux.** Cependant l'argent n'est pas toujours un simple signe et il ne le reste que tant que l'individu développe une capacité de symbolisation, car il accorde alors à l'argent une valeur de signe fermé et arbitraire. La situation devient toute différente lorsque l'argent se convertit en objet primaire comme dans notre société. L'argent est devenu un grand sein intarissable exprimant un sentiment de complétude et un fantasme de toute-puissance. **L'argent peut tout acheter (même le temps), ce qui signifie que, dans le cadre de son fonctionnement psychique, l'individu n'est plus bridé par la réalité et sa censure que symbolisait l'argent. Il devient, dès lors, une idole et prétend lui-même au sacré.** La gratuité, parce qu'elle suppose une démonétarisation partielle, rendra certainement à l'argent sa dimension civilisationnelle. La gratuité rappelle que tout ne s'achète pas et ne se vend pas. Certains degrés de mésusage seront par exemple interdits ! Démonétariser sape le processus rendant toute chose équivalente et qui se trouve au fondement de l'indistinc-

tion marchande. Démonétariser conduit à la naturalisation au moins partielle de l'économie, condition de la primauté de la valeur d'usage, donc de la promotion d'autres valeurs sociales, d'autres styles de vie. Démonétariser rompt avec le comportement consumériste. Un bien non marchand mais monétaire conserve des caractéristiques essentielles du rapport aux produits liés à la consommation. L'abonnement payant à la bibliothèque, bien que son tarif soit défini administrativement et non pas par le marché, génère un rapport de consommation qui pousse l'abonné à en vouloir pour son argent, à devenir, au besoin, un passager clandestin. La démonétarisation va donc plus loin que la démarkchandisation. Démarkchandisez, démonétarisez, mais aussi déséconomisez puisque la Gratuité contribue à en finir avec l'idée que « plus serait nécessairement égal à mieux ».

● Paul Ariès

Politologue, Directeur de l'OIG

La gratuité constitue un instrument de lutte contre l'inflation



Les prix augmentent ? Supprimons-les !

En France, dans les années 1970/1980, deux mouvements collectifs l'utilisèrent. Les opposantes et opposants à l'énergie nucléaire retiraient de leur facture EDF une part correspondant aux investissements liés au programme de construction des centrales, revendiquant que ce soit consacré à des alternatives écologiques. C'est dans la même période, qu'autour des paysans et paysannes du Larzac qui refusaient l'extension d'un camp militaire, les comités Larzac présents dans de nombreuses villes du pays organisèrent, parmi bien d'autres actions de désobéissance, l'autoréduction de l'impôt sur le revenu : 3%, liés aux dépenses militaires, étaient retirés. Ces actions n'avaient pas pour but de réduire les dépenses personnelles des militantes et militants – d'autant qu'ils et elles reversaient ces sommes aux mouvements de soutien – mais de montrer que les citoyens et citoyennes peuvent, doivent, décider des investissements collectifs à faire ou non, des choix politiques. Plus directement lié à la question des prix et de l'inflation, on peut citer deux exemples : les transports gratuits ou les loyers.

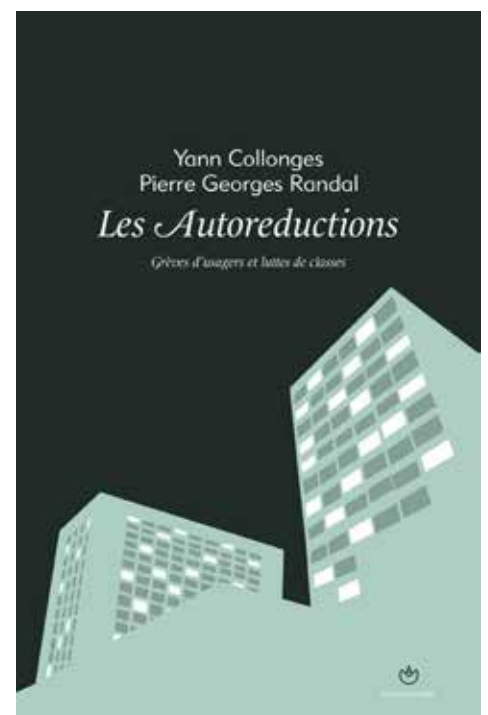
A partir de comités de quartier créés dans la foulée de 1968, un grand mouvement d'occupation de maisons toucha l'Italie. « A Rome, 70 000 prolétaires parqués dans des ghettos et dans des conditions catastrophiques ont en face d'eux 40 000 appartements vides qui ne trouvent pas d'acquéreurs ou de locataires en raison du coût des loyers¹ ». C'est par centaines que les réquisitions ont lieu, tandis que l'autoréduction des loyers se généralisait à Rome, Milan ou

Turin. En France, Droit au logement a remis au goût du jour et assez fréquemment cette pratique à compter de ce qu'on pourrait appeler « les années 95² ». C'était un prolongement aux actions menées par des associations de chômeurs et chômeuses comme l'APEIS, pour interdire l'entrée d'immeubles HLM aux huissiers. Lié aux crises sociales, économiques et politiques, les occupations de logements vacants tiennent aussi à l'existence ou non de mouvements collectifs les assumant ; c'est ainsi qu'en Grèce par exemple, elles sont nombreuses et devenues emblématiques de quartiers d'Athènes par exemple. De fait, il s'agit bien d'une autoréduction du coût du logement ! Tout comme la réquisition de nourriture dans les supermarchés par les organisations de chômeurs et chômeuses répond au besoin de se nourrir, alors que la situation économique ne le permet pas.

Deuxième exemple : les transports collectifs. Là encore, l'Italie de la fin du XX^{ème} siècle peut être citée en exemple. En France, le Réseau pour l'abolition des transports payants (RATP) assumait cette lutte durant de nombreuses années ; il resta cependant cantonné à certains milieux militants. Des collectifs existent aujourd'hui, qui mutualisent la prise en charge des éventuelles amendes. Mais l'une des expériences les plus intéressantes est celle du Collectif sans ticket, actif à Bruxelles et Liège jusqu'au début des années 2000³. Il édita une carte de

droit aux transports, utilisée par quelques milliers de personnes, et organisa diverses actions publiques qui permirent des acquis notables (gratuité pour certaines catégories, tarifs dits sociaux, et aussi débat public sur le rôle, l'utilité, la gestion des transports collectifs). Le collectif se définissait ainsi : « [...] des réseaux d'usagers des transports en commun réunis par la volonté de promouvoir le rôle moteur de ces services publics comme instruments d'émancipation collective et de recomposition des manières d'habiter et de parcourir les territoires, de se former, de susciter des processus politiques «par en bas»,... bref, de produire des situations par où passent la liberté et la solidarité ».

● Christian Mahieux



1. Yann Collonges et Pierre Georges Randal, *Les autoréductions. Grèves d'usagers et luttes de classes en France et en Italie (1972-1976)*, éditions Christian Bourgois, 1976

2. Par analogie avec le terme fréquemment utilisé pour « les années 68 », c'est-à-dire les années qui précèdent et suivent l'évènement central, en l'occurrence la grève de novembre-décembre 1995

3. Collectif sans ticket, *Le Livre-Accès*, Editions Le Cerisier, 2001.



Uruguay : pas une sécheresse mais un saccage

L'Uruguay a connu une grave « crise de l'eau ». Eau « potable » devenue marron, salée, et donc en réalité non potable : les conséquences ont été importantes pour la population. Prolongeant le dossier du précédent numéro, Nara Cladera a interviewé Nathaniel Clavijo, à propos de la crise hydrique dans son pays. Nathaniel est militant syndical et social¹.

Comment se fait-il qu'un pays avec autant de ressources hydriques, avec un réseau hydraulique spectaculaire se retrouve avec une telle crise de l'eau

¹. Une version plus longue est disponible dans la revue de l'Union syndicale Solidaires, Les utopiques (n°24, éditions Syllepse, hiver 2024), dont le dossier a pour titre « Syndicalisme et territoires ».

dans sa capitale et principale ville, Montevideo, et ses alentours ? [...] Il y a un problème de fond, en lien avec le modèle de production imposé depuis plus de trois décennies pour satisfaire une politique forestière, agricole, au service du patronat et des actionnaires d'entreprises de cellulose. [...] L'Uruguay couvre environ 16 milliards d'hectares, dont 1,5 plantés d'eucalyptus, dédiés exclusivement à la production de la cellulose pour l'exportation en Europe. Trois usines de cellulose se sont installées, l'une sur la rivière Uruguay, l'autre sur le Rio de la Plata, face à l'Argentine, et une dernière au cœur du pays, sur le Rio Negro.

Chacune de ces usines consomme plusieurs millions de litres d'eau par jour, ce qui équivaut au double de la

consommation quotidienne en eau de la population du pays. Si les usines rejettent à la rivière l'eau une fois traitée, celle-ci est contaminée par les produits chimiques nécessaires à la fabrication de la cellulose. Par ailleurs, la plantation de ces arbres absorbe une grande quantité d'eau du sol qui dessèche les nappes souterraines ainsi que les ruisseaux et rivières et contamine l'eau. La culture du soja produit les mêmes effets. Pour ces deux raisons, des territoires entiers sont aujourd'hui à sec [...]. Les niveaux de sodium ont doublé, ceux de chlorures sont bien supérieurs aux standards internationaux. Pour que l'eau soit potable la teneur en chlorures doit être inférieure à 200 mg par litre : ici, 400 mg ont été atteints.

[...] Le gouvernement, en pleine crise hydrique donc, a passé un marché avec quatre entreprises privées. [...] Les luttes sont venues des quartiers. Pendant quelques semaines des manifestations, des rassemblements, des libérations de péage et blocages de routes ont eu lieu. Des assemblées de quartiers, à Montevideo mais aussi en province, ont élaboré des propositions intéressantes. [...] Le gouvernement a misé sur la pluie, qui a fini par tomber, désamorçant ainsi la contestation puisque l'eau potable coule à nouveau dans les robinets. Sauf que le problème n'est pas la pluie mais bien le modèle économique [...]. Lors

de ce mouvement, le slogan était « *no es sequia es saqueo*² ». Au saccage de l'eau par l'ensemble du processus nécessaire aux usines de celluloses, ainsi que la culture du soja, va s'ajouter prochainement celui d'un Data center de Google.

Un plébiscite sur l'eau a eu lieu en 2004 [...] La consultation avait validé que la gestion des bassins d'eau soit effectuée par une instance collégiale, réunissant État, organisation des salarié-es et population. Cette gestion collective n'a jamais été mise en œuvre.

2. « Ce n'est pas une sécheresse mais un saccage ».

[...] Après des pluies torrentielles au sud du Brésil de fortes chaleurs sont prévues. En Argentine, la rivière Parana était à sec. Il est clair que chez nous, dans le cône Sud, ce modèle productiviste capitaliste est la cause du dérèglement climatique. [...] La seule solution, serait l'arrêt de ce système d'exploitation forestière et de production de soja : cela ne peut venir que d'un mouvement populaire puissant [...]. L'épisode que nous venons de connaître est une expression concrète des désastres humains que cause le capitalisme.

● **Nathaniel Clavijo**

Propos recueillis par Nara Cladera

NUPES : par où la sortie ?

Cantonée à l'opposition au soir du second tour dans un parlement marqué par l'absence de majorité présidentielle et une présence historique de l'extrême droite, et en l'absence de tout projet commun de transformation, cet attelage n'avait qu'un seul véritable choix : ou bien se contenter du socle minimal d'une plateforme d'accords dans la plus pure tradition programmatique, ou bien inaugurer de nouvelles façons de faire de la politique à partir des mobilisations citoyennes autour des questions et enjeux majeurs. Force est de constater que les réflexes de toujours, logiques partidaires et postures partisans, ont prévalu très tôt. Elles ont de fait obéré toute possibilité à la fois de s'opposer au rouleau compresseur macronien, et à ses alliances réactionnaires avec la droite extrême et l'extrême droite, et de constituer des champs de luttes majoritaires et de nouvelles perspectives d'émancipation sociale et de bifurcations écologiques.

Fort.e.s d'un élan populaire et d'un immense rejet des pratiques en cours, les élu.e.s de la Nupes auraient pu dépasser volontairement l'entre soi de leur fonction représentative au bénéfice d'un exercice inédit de leur mandat en coélaborant dans leurs circonscriptions des positions à mêmes de redonner sens et efficacité, confiance et espérance dans l'action politique. Elles et ils se sont contenté.e.s de reproduire à l'assemblée les postures de leurs partis, parfois convergentes, souvent divergentes. Chacun, chacune s'est sentie agressé et minoré par des partenaires perçus comme agressifs et hégémoniques. A chaque débat de société décisif (violence faites aux femmes...), chaque question sociale majeure (violences policières, révoltes populaires...), chaque enjeu écologique déterminant (le nucléaire...), et chaque grave évènement international (invasion de l'Ukraine, explosion de violence au Moyen-Orient...) la fragile vitrine

de la Nupes se lézarde de toute part. Même sur les retraites, une union syndicale inédite et une mobilisation populaire exemplaire de force et de détermination n'ont pas suffi à mettre en échec les pratiques politiques en surplomb. Bien plus, ces failles ne séparent plus les partis entre eux, mais traversent de part en part tous les partis où on débat et tranche en vase clos préoccupés de postures existentielles ! Ces discordances et faiblesses d'une alliance de circonstance aujourd'hui dépareillée n'affaiblissent pas seulement la gauche et l'écologie parlementaires au bénéfice de l'arc réactionnaire, elles installent la désespérance populaire et la défiance citoyenne, obèrent les voix et voies de la paix et de la transformation sociale et écologistes et balisent le chemin du pire. Prendre conscience en quoi et pourquoi la crise de la Nupes lui est constitutive est la seule manière de ne pas nourrir l'illusion mortifère d'un nouveau cartel partidaire aussi condamné à l'échec que ses prédécesseurs.

Faire advenir une véritable alternative systémique, social et écologique, sociétal et civilisationnelle en ouvrant un chapitre inédit de l'humanité contre son anéantissement, invite à faire autre chose de radicalement différent en faisant radicalement autrement.

Une alternative politique commune c'est subvertir l'institué, travailler le hors-cadre, ouvrir les imaginaires et œuvrer collectivement pour que chaque citoyen et citoyenne soit pleinement associé à l'ensemble des décisions qui impactent sa vie et ses activités, en tant que transformateur individuel et collectif, façonnant et donnant sens à la cité, à la société et à notre monde commun, unique et fini.

● **Makan Rafatdjou**



Que faire ? Stratégies d'hier et d'aujourd'hui pour une vraie démocratie.

Ce livre nous plonge dans la bataille des alternatives contre « la fringale de loup garou » du capital qui asservit

l'homme et la nature à sa reproduction élargie. Ludvine Bantigny présente les pratiques alternatives surgies des luttes actuelles, remet en lumière expériences actuelles et passées, comme la Commune de Paris, souvent citée dans ses réalisations, et ruptures engagées et recense plusieurs propositions émancipatrices concrètes qui montrent le chemin pouvant conduire à une société post capitaliste : Sécurité Sociale étendue à l'alimentation, au logement, coopératives de production, multiples expériences autogestionnaires, perspective de socialisation de production et du système bancaire, collectifs de salariés.es qui décident de l'organisation du travail, communautés humaines en lutte pour empêcher le saccage des ressources et pour préserver le vivant, nombreuses expériences de démocratie directe.

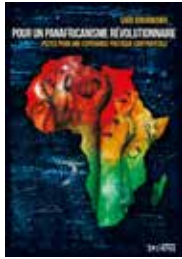
Des perspectives émancipatrices sont tracées et invitent à la réflexion et au débat. La révolution est un processus, ce qui inclue des ruptures dont l'une décisive, Ludvine Bantigny le répète avec raison, porte (ra) sur la question de la socialisation de la propriété des moyens de production et d'échanges.

L. Bantigny interpelle les forces de gauche parlementaire telles qu'elles ont été, telles qu'elles sont aujourd'hui. Confiante dans l'auto-organisation et dans l'auto-activité politique en rappelant les formidables expériences du Front Populaire et de Mai 68, elle formule le vœu « que vienne le temps des vies accomplies ».

Dans un monde lourd de menaces où le fond de l'air est sombre, le temps nous presse de rebâtir des perspectives émancipatrices. C'est ce à quoi s'emploie L. Bantigny.

● Christophe Lemasson

Que faire ? Stratégies d'hier et d'aujourd'hui pour une vraie démocratie, Ludvine Bantigny. Éditions 10-18, Mai 2023, 112 pages, 6 euros.



Pour un panafricanisme révolutionnaire, pistes pour une espérance politique continentale

Maintenant l'Afrique !

Saïd Bouamama livre là nombre de textes des hautes figures africaines qui structurèrent les luttes indépendantistes et le combat d'émancipation. De l'esclavage aux indépendances confisquées, quelle sortie ?

Afrique noire, Afrique blanche... Saïd Bouamama repousse la coupure binaire du continent. Mais attentif à dégager maintenant la possibilité d'un panafricanisme émancipateur, il rassemble, analyse les diverses formes et étapes de la balkanisation du continent. D'où l'incontournable construction d'un projet politique panafricain, construisant un cadre socio-politique libéré de la domination économique politique et culturelle, sortant de la dépendance néo coloniale et impérialiste, constructeur d'un développement économique sortant les populations africaines de la pauvreté.

On notera la pertinence du chapitre qui propose une approche politique africaine des traites esclavagistes. Militant pour ce pluriel, l'auteur éclaire comment la colonisation fut présentée comme une mission d'abolition de l'esclavage. La traite transatlantique a pour spécificité de s'articuler à un système d'économie politique spécifique, le capitalisme. Néanmoins les formes d'esclavage pré-capitalistes n'en sont pas moins inhumaines.

Afrique émancipée ? On aimera lire ou relire les explorateurs de l'émancipation africaine, Amilcar Cabral, Nelson Mandela, Mouammar Kadhafi, Joseph Ki-Zerbo, Franz Fanon, Patrice Lumumba, Kwame Nkruma...

● Catherine Destom Bottin

Pour un panafricanisme révolutionnaire, pistes pour une espérance politique continentale, Saïd Bouamama, Editions Syllepse, Avril 2023, 300 pages, 20 euros.



Edelweiss

Edelweiss, titre d'une marche militaire allemande traduite en français lors de la création de la Légion des volontaires français contre le bolchevisme en juillet 1941, par Jacques Doriot, Marcel Déat, Eugène Deloncle... Des personnages que l'on retrouve dans la pièce montée par Sylvain Creuzevault, aux côtés des écrivains, journalistes soutiens de l'extrême droite et du fascisme (Brasillach, Rebatet, Drieux la Rochelle, Henriot, Céline...). Dans un spectacle dont on ne sort pas indemne, Sylvain Creuzevault décrypte la collaboration à travers les paroles de ceux qui en furent les porte-paroles et les acteurs, montrant ses racines profondes avec les thèmes de l'extrême droite française, et auxquels nous sommes toujours plus confrontés :

« *L'hypothèse fasciste est d'actualité... Circonscrire uniquement le fascisme à l'extrême droite, c'est faire de lui un phénomène purement idéologique... Or, le fascisme n'a pas sa structure dans l'unique idéologie xénophobe de l'extrême droite, comme l'histoire du capitalisme l'a déjà montré. C'est Berthold Brecht qui disait : Le fascisme n'est pas le contraire de la démocratie, mais son évolution par temps de crise* » déclare Sylvain Creuzevault dans le livret du spectacle, nous alertant sur les conséquences d'une banalisation des idées de l'extrême droite.

Didactique parce qu'elle fait connaître une période lointaine, actuelle parce qu'elle fait résonner les mots d'hier avec ceux d'aujourd'hui, elle est une alerte, une alerte renforcée par le jeu formidable des actrices et des acteurs.

● Olivier Frachon

Edelweiss, mise en scène Sylvain Creuzevault, actuellement au théâtre de l'Odéon, avec Juliette Bialek, Valérie Dréville, Vladislav Galard, Pierre-Félix Gravière, Arthur Igual, Charlotte Issaly, Frédéric Noaille, Lucie Rouxel et Antonin Rayon (musicien).



Laissés pour contes journal des douleurs

Dix-huit drames du quotidien, dix-huit tableaux, poèmes en prose consti-

tuent la trentième œuvre de cette franco-sénégalaise qui s'évertue à soulever les coins cornés de l'existence, celle des invisibles et des laissés pour compte. Là où la nuit pour être noire n'est jamais porte conseil ; où le jour sombre parfois dans l'opaque.

Dix-huit regards un peu improbables, qu'on parcourt en trébuchant, comme si la lecture glissait comme sur un trottoir aux pavés disjoints. Cette écriture parfois hachée, respirant l'inattendu, le déroutant, l'étoile qui s'envole du silence.

Dix-huit fois une certaine façon de voir le monde, ce passage journalier dont on banalise trop souvent les saillies discrètes. Ou qui suggère des rêves imparables, sublimant du commun, la grue, le cirque, le vaudou. Carré de senteurs où ordres et désordres jouent aux femmes comme aux hommes les sonates de la déstabilisation. Ce qui devait rouler... sans souci. Comme prévu. Les pigeons ont parfois plus d'attentions que ces passants.

Méto, périph, grilles de chaleur, coins de rue, ces transports se croisent. Qui s'y arrête ? Entre cour et jardin, terre-pleins et méto aérien, ces instants voltigent au gré des vitesses et des respirations. Soupe populaire ou accommodement des restes, nous voici de plein pied dans la vie qui va.

Le temps d'une Orestie, d'une agonie vaudou ; ou d'un sursaut. Dix-huit imprévisions qu'on lira en s'étonnant de n'y avoir pas songé plus tôt...

● Patrick Vassallo

Laissés pour contes, journal des douleurs, Tristan Felix, éditions TARMAC, 2020, 75 pages, 12 euros



L'économie sociale et solidaire, dynamiques d'innovation et émancipation

L'auteur élargit et approfondit une histoire de l'ESS précédemment publiée et pointe la croisée des chemins que constituent la fuite en avant moderniste, la réaction apeurée de la conservation de formes immuables et de règles anciennes, et le combat pour une ESS de transformation sociale et d'émancipation. Le rappel des fondements historiques de l'ESS et du mouvement ouvrier évoque ce qui fit obstacle au développement d'une pensée politique de l'Économie sociale naissante tout en brochant un parcours riche très lié au mouvement ouvrier.

Une 2^e partie pointe les évolutions, livrant un diagnostic des plus pertinents qu'en 3^e partie complètent adaptations et modernité.

Les conséquences de la doxa libérale (des cercles de qualité aux algorithmes financiers, de « l'estime de soi » au comportementalisme RH) pèsent sur certains choix dans l'ESS. Ainsi « l'entreprise à mission » créée par la loi où la raison d'être cède à celle de survivre, cette fin justifiant tous les moyens... Entreprendre en ESS se frotte à la numérisation et à l'immatériel : l'ESS peut-elle porter une alternative à la dictature des algorithmes (la gouvernance par le nombre) (ou au tout-connexion) ? Le développement du coopérativisme (SCOP et SCIC) nourrit des pratiques de transformation et d'émancipation et favorise les interventions sociales et sociétales au-delà du périmètre habituel du « travail » : féminisme, droit au logement, démocratie sanitaire, et tant d'autres activités y compris de services publics.

S'ancrer dans les territoires est montré comme un axe essentiel.

Voici donc une lecture utile pour faire concrètement alternative. Dans de nouveaux communs qu'explore la non-conclusion de cet ouvrage.

● Patrick Vassallo

Jean-Philippe Miley, L'Économie sociale et solidaire, dynamiques d'innovation et émancipation, Éditions du croquant, 278 p, 20 euros.



La Haine de l'anti-racisme

Membre du conseil des sages de la laïcité Alain Policar développe son analyse de l'antiracisme sous forme d'un entretien avec Régis

Meyran, anthropologue. L'auteur propose d'explorer le combat antiraciste et il se demande comment des universitaires autrefois classés à gauche comme P.A Taguief, Michel Onfray ou Laurent Bouvet du Printemps Républicain en sont venus à considérer que le combat antiraciste pourrait être une menace pour la République. Alain Policar est très clair lorsqu'il affirme qu'« *il ne faut pas subordonner le combat antiraciste à l'existence ou non des races. Il est avant tout un engagement philosophique et moral* ». Ce livre essaie de porter plus loin l'analyse car « l'anti antiracisme » gagne du terrain et gangrène le débat public comme les critiques de la droite et de l'extrême-droite traitant les militants antiracistes d'islamo-gauchistes ou encore de « wokistes ». Les néoconservateurs s'appuient sur une culture de la peur pour instrumentaliser le combat antiraciste, l'universalisme et la laïcité et les dévoyer entretenant à dessein une confusion idéologique. Je partage le propos de Charles Conte quand il dit « *il est regrettable que l'auteur se borne à évoquer des chercheurs très estimables comme Gérard Noiriel et Stéphane Beaud sans s'affronter à leurs analyses des transformations de l'antiracisme.* ». Un livre stimulant qui invite à comprendre la guerre idéologique à l'œuvre.

« *Quand on dit du mal des juifs, Noirs tendez l'oreille, on parle de vous* »
F. Fanon

● Daniel Rome

La Haine de l'antiracisme, Alain Policar, Éditions Textuel, Mars 2023, 140 pages, 18 euros.

Musique baroque, tous les matins !!!... du monde

L'art baroque est un mouvement artistique qui influence l'architecture (basilique St Pierre), la peinture (Le Caravage, Rubens), la sculpture (Le Bernin) ou encore la musique (Bach, Rameau, Vivaldi) au cours des 17^{ème} et 18^{ème}. La volonté de l'Église catholique est de restaurer son prestige sur le plan culturel et artistique face à la réforme protestante. L'Europe baroque de Naples à St. Pétersbourg est magnifiquement décrite par Dominique Fernandez dans « *la Perle et le croissant* ». C'est le moment où l'art s'affranchit des canons jusque-là imposés par l'Église. C'est l'émergence d'un humanisme nouveau (Le Caravage et ses clochards servant de modèles pour les saints), en musique la voix humaine (n'en déplaise à l'IA) était mise en valeur de manière plus libre... C'est un mouvement profond que l'on va retrouver durablement. Mais nous nous attarderons plus particulièrement sur la musique baroque qui connaît un succès croissant depuis une quarantaine d'années.

Musique baroque ! On peut parfois penser qu'il y a là seulement une représentation dans le temps ou bien le mot a-t-il été l'outil qui permettait de ranger les 33 tours chez les grands marchands de musique, ou est-ce tout simplement un mot pour faire vite tant les moyens d'enseignement de la musique sont restreints...

On peut lire dans les dictionnaires que la musique baroque est celle qui fut composée entre 1600 et 1750, allant des premiers opéras italiens et Monteverdi, jusqu'au traité d'harmonie de Jean-Philippe Rameau. Traité qui pose les bases de l'harmonie classique et de la tonalité en s'appuyant sur une science déductive proche des mathématiques.

On marque la fin du baroque musical avec Jean-Sébastien Bach qu'on désigne comme l'un des plus grands compositeurs de la musique occidentale. A-t-on raison d'estimer qu'une unité stylistique puisse couvrir une si longue période ?

Drôle de nom, le mot baroque vient du portugais barroco, qui signifie « perle irrégulière ». La peinture, l'architecture ou encore la sculpture, l'utilisent signalant du beau néanmoins porteur d'irrégularité, de changement de formes, de mouvement.

Donc née en Italie, portée par Claudio Monteverdi (1567-1643) la musique baroque gagne l'Europe sous les doigts et archets des compositeurs qui distinguent cette période : Georg Philippe Telemann et Jean-Sébastien Bach en Allemagne, Alessandro Scarlatti en Italie, François Couperin et Jean Philippe Rameau en France, Alessandro Poglietti en Autriche, Purcell en Angleterre, Gaspar Sanz, en Espagne. Malgré le nombre impressionnant de compositeurs baroques, trois d'entre eux marquent profondément ce mouvement : Antonio Vivaldi (1678 - 1740), Johann Sébastian Bach (1685 - 1750) et George Friedrich Haendel (1685 – 1759). La flûte à bec, la viole de gambe, le clavecin, le luth ou encore l'orgue sont les instruments chéris de la musique baroque.

L'été prochain lors de votre festival préféré, parmi la queue des amateurs et amatrices de musique baroque, faites-le savoir et expliquez : « L'une des plus belles inventions de la période baroque est la *basse continue* qui distingue cette musique ». Ce mouvement, construit autour d'un ou deux solistes. C'est un accompagnement en continu, souvent improvisé, joué tout au long d'un morceau par un ou plusieurs instruments graves, tels que le violoncelle, la viole de gambe ou encore la contrebasse. On vous offrira un pot après le concert... si vous venez à St Savin dans les Hautes Pyrénées fin juillet.

● **Catherine Destom Bottin, Daniel Rome**



Le noyau de Cerises est constitué de Bruno Della Sudda, Catherine Destom-Bottin, Laurent Eyraud-Chaume, Olivier Frachon, Jean Gersin, Bénédicte Goussault, Alain Lacombe, Sylvie Larue, Patrick Le Tréhondat, Christian Mahieux, Henri Mermé, André Pacco, Alexandra Pichardie, Makan Rafatdjou, Daniel Rome, Patrick Vassallo, Josiane Zarka, Pierre Zarka, militant-e-s de l'émancipation qui cheminent ou ont cheminé au sein du réseau AAAEF, de l'Association Autogestion, de l'ACU, d'Attac, de la CGT, d'Ensemble, de FI, de la FSU, du NPA, du PCF, de Solidaires, de l'Union Communiste Libertaire...

Comme dit dans le Manifeste, nous voulons élargir l'équipe et fédérer d'autres partenaires. Pour donner votre avis écrire à cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne
<https://ceriseslacooperative.info/abonnement-journal/>